

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 73 DU 17 NOVEMBRE 1999 INSTAURANT
ET DETERMINANT, POUR 1999 ET 2000, LA PROCEDURE DE MISE EN ŒUVRE
ET LES CONDITIONS D'OCTROI D'UN REGIME D'INDEMNISATION COMPLE-
MENTAIRE AU BENEFICE DE CERTAINS TRAVAILLEURS AGES LICEN-
CIES, OCCUPES DANS UNE BRANCHE D'ACTIVITE QUI NE RELEVE
PAS D'UNE COMMISSION PARITAIRE INSTITUTEE OU
LORSQUE LA COMMISSION PARITAIRE
INSTITUTEE NE FONCTIONNE PAS**

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires et plus particulièrement l'article 7, alinéa 2 qui dispose qu'une convention collective de travail peut être conclue au sein du Conseil national du Travail pour une branche d'activité qui ne relève pas d'une commission paritaire instituée ou lorsqu'une commission paritaire instituée ne fonctionne pas.

Vu la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses.

Vu la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement, modifiée par les conventions collectives de travail n° 17 bis du 29 janvier 1976, n° 17 nonies du 7 juin 1983, n° 17 duodevicies du 26 juillet 1994 et 17 vicies du 17 décembre 1997.

Vu la convention collective de travail n° 46 du 23 mars 1990 relative aux mesures d'encadrement du travail en équipes comportant des prestations de nuit ainsi que d'autres formes de travail comportant des prestations de nuit, modifiée par les conventions collectives de travail n° 46 sexies du 9 janvier 1995 et n° 46 septies du 25 avril 1995.

Considérant qu'il y a lieu pour les branches d'activités qui ne relèvent pas d'une commission paritaire instituée ou lorsqu'une commission paritaire instituée ne fonctionne pas, de conclure une convention collective de travail qui permette de mettre en oeuvre, dans ces cas, l'article 110 de la loi du 26 mars 1999 précitée.

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations nationales des Classes moyennes, agréées conformément aux lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979
- "De Belgische Boerenbond"
- la Fédération nationale des Unions professionnelles agricoles
- l'Alliance agricole belge
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique

- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 17 novembre 1999, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

CHAPITRE I - PORTEE DE LA CONVENTION

Article 1

La présente convention collective de travail a aussi bien pour objet d'instaurer un régime d'indemnisation complémentaire applicable à certains travailleurs âgés licenciés - que d'en déterminer la procédure de mise en oeuvre et les conditions d'octroi.

Elle est conclue en exécution de l'article 110 de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses.

CHAPITRE II - CHAMP D'APPLICATION

Article 2

La présente convention s'applique aux employeurs et aux travailleurs auxquels la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires est applicable et qui ressortissent à une branche d'activité qui ne relève pas d'une commission paritaire instituée ou lorsque la commission paritaire instituée ne fonctionne pas.

CHAPITRE III - MISE EN OEUVRE

Article 3

Il appartient aux employeurs de mettre en oeuvre, par voie d'adhésion, le régime visé à l'article premier.

L'adhésion peut prendre la forme d'une convention collective de travail, ou d'un acte d'adhésion établi conformément à l'article 4, ou d'une modification du règlement de travail.

Elle porte exclusivement sur le régime et ses conditions d'octroi, visé à l'article premier.

Quelle que soit la forme de l'adhésion, le dépôt doit se faire au Greffe du Service des Relations collectives de travail du Ministère de l'Emploi et du Travail.

Article 4

L'acte d'adhésion est établi dans le respect de la procédure suivante et conformément au modèle figurant en annexe de la présente convention.

L'employeur communique le projet d'acte d'adhésion par écrit à chaque travailleur.

Pendant huit jours à dater de cette communication écrite, l'employeur tient à la disposition des travailleurs un registre où ceux-ci peuvent consigner leurs observations. Pendant ce même délai de huit jours, le travailleur ou son représentant peut également communiquer ses observations au Chef de district de l'Inspection des lois sociales du lieu d'établissement de l'entreprise. Le nom du travailleur ne peut être ni communiqué, ni divulgué.

Passé ce délai de huit jours, l'employeur dépose l'acte d'adhésion au Greffe du Service des Relations collectives de travail du Ministère de l'Emploi et du Travail, accompagné du registre.

Article 5

En cas de litiges relatifs à l'application des articles 3 et 4 à l'exception de ceux portant sur le règlement de travail, le Conseil national du Travail saisi par la partie la plus diligente, désignera, pour se prononcer, la commission paritaire dont relèvent les employeurs ayant une activité similaire.

Commentaire

En ce qui concerne les litiges relatifs au règlement de travail, il est rappelé que ce sont les articles 11 et 12 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail qui s'appliquent.

Ceux-ci disposent que si pour une branche d'activité, il n'existe pas de commission paritaire, le Ministre de l'Emploi et du Travail, informé du litige, saisit le Conseil national du Travail qui désigne, pour se prononcer, la commission paritaire dont relèvent les entreprises ayant une activité similaire.

CHAPITRE IV - MODALITES D'APPLICATION

Article 6

Le régime visé à l'article premier, bénéficie aux travailleurs qui sont licenciés sauf en cas de motif grave au sens de la législation sur les contrats de travail et qui sont âgés, au cours de la période du 1er janvier 1999 au 31 décembre 2000, de 56 ans ou plus et peuvent se prévaloir au moment de la fin du contrat de travail d'un passé professionnel d'au moins 33 ans.

En outre ces travailleurs doivent pouvoir prouver qu'au moment de la fin du contrat de travail, ils ont travaillé au moins 20 ans dans un régime de travail tel que prévu à l'article 1^{er} de la convention collective de travail n° 46 du 23 mars 1990 relative aux mesures d'encadrement du travail en équipes comportant des prestations de nuit ainsi que d'autres formes de travail comportant des prestations de nuit, modifiée par les conventions collectives de travail n° 46 sexies du 9 janvier 1995 et n° 46 septies du 25 avril 1995.

Le travailleur qui réunit les conditions prévues aux alinéas précédents et dont le délai de préavis expire après le 31 décembre 2000, maintient le droit à l'indemnité complémentaire.

Article 7

Pour les points qui ne sont pas réglés par la présente convention et entre autres pour le montant de l'indemnité complémentaire, il est fait application de la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974 instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, modifiée par les conventions collectives de travail n° 17 bis du 29 janvier 1976, n° 17 nonies du 7 juin 1983, n° 17 duodevicies du 26 juillet 1994 et 17 vicies du 17 décembre 1997.

CHAPITRE V - ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DE LA CONVENTION

Article 8

La présente convention est conclue pour une durée déterminée. Elle entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999 et expire le 31 décembre 2000.

Fait à Bruxelles, le dix -sept novembre mille neuf cent nonante-neuf.

MODELE

MISE EN OEUVRE DE L'ARTICLE 4 DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 73 DU 17 NOVEMBRE 1999 INSTAURANT ET DETERMINANT LA PROCEDURE DE MISE EN OEUVRE ET LES CONDITIONS D'OCTROI D'UN REGIME D'INDEMNISATION COMPLEMENTAIRE AU BENEFICE DE CERTAINS TRAVAILLEURS AGES LICENCIES OCCUPES DANS UNE BRANCHE D'ACTIVITE QUI NE RELEVE PAS D'UNE COMMISSION PARITAIRE INSTITUTEE OU LORSQUE LA COMMISSION PARITAIRE INSTITUTEE NE FONCTIONNE PAS

ACTE D'ADHESION

A renvoyer au Greffe du Service des Relations collectives de travail du Ministère de l'Emploi et du Travail.

- * Identification de l'entreprise :
- * Adresse :
.....
- * Numéro d'immatriculation à l'O.N.S.S. :
.....
- * Numéro de Commission paritaire :

Je soussigné(e),, représentant l'entreprise susmentionnée, déclare adhérer à la convention collective de travail n° 73 du 17 novembre 1999.

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 73 VAN 17 NOVEMBER 1999 TÖT IN-
STELLING EN VASTSTELLING, VOOR 1999 EN 2000, VAN DE PROCÉDURE VÄN
TENUITVOERLEGGING EN VAN DE VOORWAARDEN VOÖR DE TÖEKEN-
NING VAN EEN REGELING VAN AANVULLENDE VERGOEDING VOÖR
SOMMIGE OUDERE WERKNEMERS DIE WORDEN ONTSLAGEN
EN DIE TEWERKGESTELD ZIJN IN EEN BEDRIJFSTAK
DIE NIET ONDER EEN OPGERICHT PARITAIR
COMITE RESSORTEERT OF WANNEER
HET OPGERICHT PARITAIR
COMITE NIET WERKT**

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 7, tweede alinéa waarin is bepaald dat in de Nationale Arbeidsraad een collectieve arbeidsovereenkomst kan worden gesloten voor een bedrijfstak die niet onder een opgericht paritair comité ressorteert of wanneer een opgericht paritair comité niet werkt;

Gelet op de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974 tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 17 bis van 29 januari 1976, nr. 17 nonies van 7 juni 1983, nr. 17 duodevicies van 26 juli 1994 en nr. 17 vicies van 17 december 1997;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46 van 23 maart 1990 betreffende de begeleidingsmaatregelen voor ploegenarbeid met nachtprestaties alsook voor andere vormen van arbeid met nachtprestaties, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 46 sexes van 9 januari 1995 en nr. 46 septies van 25 april 1995;

Overwegende dat voor de bedrijfstakken die niet onder een opgericht paritair comité ressorteren of wanneer het opgericht paritair comité niet werkt, een collectieve arbeidsovereenkomst moet worden gesloten om in die gevallen uitvoering te kunnen geven aan artikel 110 van de voornoemde wet van 26 maart 1999;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en van werknemers :

- het Verbond van Belgische Ondernemingen
- de nationale middenstandsorganisaties erkend overeenkomstig de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979
- de Belgische Boerenbond
- "la Fédération nationale des Unions professionnelles agricoles"
- "l'Alliance agricole belge"
- het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
- het Algemeen Belgisch Vakverbond

- de Algemene Centrale der Libérale Vakbonden van België

op 17 november 1999 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

HOOFDSTUK I - DRAAGWIJDTE VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 1

Deze overeenkomst beoogt zowel de instelling van een regeling van aanvullende vergoeding voor sommige oudere werknemers die worden ontslagen, als de vaststelling van de procédure van tenuitvoerlegging en van de voorwaarden voor de toekenning ervan.

Zij wordt gesloten ingevolge artikel 110 van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen.

HOOFDSTUK II - TOEPASSINGSGBIED

Artikel 2

Deze overeenkomst geldt voor de werkgevers en de werknemers waarop de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités van toepassing is en die vallen onder een bedrijfstak die niet onder een opgericht paritair comité ressorteert of wanneer het opgericht paritair comité niet werkt.

HOOFDSTUK III - TENUITVOERLEGGING

Artikel 3

Het komt de werkgevers toe de in artikel 1 van deze overeenkomst genoemde regeling ten uitvoerte leggen door middel van een toetreding.

Deze toetreding kan gebeuren in de vorm van een collectieve arbeidsovereenkomst, een toetredingsakte opgemaakt overeenkomstig artikel 4 of een wijziging van het arbeidsreglement.

Zij heeft uitsluitend betrekking op de regeling en de voorwaarden voor de toekenning ervan, zoals bedoeld in artikel 1.

Ongeacht de vorm van de toetreding moet de neerlegging gebeuren op de Griffie van de dienst van de Collectieve Arbeidsbetrekkingen van het ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

Artikel 4

De toetredingsakte wordt opgemaakt overeenkomstig de volgende procedure en volgens het model dat als bijlage bij deze overeenkomst is gevoegd.

Het ontwerp van toetredingsakte wordt door de werkgever aan elke werknemer schriftelijk meegedeeld.

Gedurende acht dagen vanaf die schriftelijke mededeling stelt de werkgever een register ter beschikking van de werknemers waarin zij hun opmerkingen mogen schrijven. Gedurende dezelfde termijn van acht dagen kan de werknemer of zijn vertegenwoordiger eveneens zijn opmerkingen meedelen aan het districtshoofd van de Inspectie van de sociale wetten waar de onderneming gevestigd is. De naam van de werknemer mag niet meegedeeld of ruchtbaar gemaakt worden.

Na deze termijn van acht dagen wordt de toetredingsakte, samen met het register, door de werkgever neergelegd op de Griffie van de dienst van de Collectieve Arbeidsbetrekkingen van het ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

Artikel 5

In geval van geschil betreffende de toepassing van de artikelen 3 en 4, met uitzondering van de geschillen inzake het arbeidsreglement, zal de Nationale Arbeidsraad, waarbij de zaak door de meest gereede partij aanhangig is gemaakt, teneinde uitspraak te doen het paritair comité aanwijzen waaronder de werkgevers met een soortgelijke activiteit ressorteren.

Commentaar

Wat betreft de geschillen inzake het arbeidsreglement, wordt in herinnering gebracht dat de artikelen 11 en 12 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen van toepassing zijn.

Daarin is bepaald dat, indien er voor een bedrijfstak geen paritair comité bestaat, de minister van Tewerkstelling en Arbeid, die van het geschil in kennis is gesteld, de zaak aanhangig maakt bij de Nationale Arbeidsraad die, teneinde uitspraak te doen over het geschil, het paritair comité aanwijst waaronder de ondernemingen ressorteren die een soortgelijke activiteit hebben.

HOOFDSTUK IV - TOEPASSINGSREGELS

Artikel 6

De in artikel 1 vastgelegde regeling geldt voor de werknemers die worden ontslagen, behalve wegens dringende reden in de zin van de wetgeving betreffende de arbeidsovereenkomsten, en die 56 jaar of ouder zijn gedurende de periode van 1 januari 1999 tot 31 december 2000 en die op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst een beroepsverleden van ten minste 33 jaar kunnen laten gelden.

Die werknemers moeten bovendien kunnen bewijzen dat zij op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst ten minste 20 jaar hebben gewerkt in een arbeidsregeling zoals bedoeld in artikel 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46 van 23 maart 1990 betreffende de begeleidingsmaatregelen voor ploegenarbeid met nachtprestaties alsook voor andere vormen van arbeid met nachtprestaties, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 46 sexies van 9 januari 1995 en nr. 46 septies van 25 april 1995.

De werknemer die de in de vorige alinea's vastgestelde voorwaarden vervult en wiens opzegtermijn na 31 december 2000 verstrijkt, behoudt het recht op de aanvullende vergoeding.

Artike 7

Voor de punten die niet door deze overeenkomst geregeld zijn, onder andere wat het bedrag van de aanvullende vergoeding betreft wordt verwezen naar de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 15 december 1974 tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 17 bis van 29 januari 1976 nr. 17 nonies van 7 juni 1983 nr. 17 duodevicies van 26 jul 1994 en nr. 17 vicies van 17 december 1997

HOOFDSTUK V · INWERKINGTREDING EN DUUR VAN DE OVEREENKOMST

Artike 8

Deze overeenkomst is gesloten voor een bepaalde tijd Zij treedt in werking met ingang van 1 januari 1999 en treedt buiten werking op 31 december 2000..

Gedaan te Brussel, op zeventien november negentienhonderd negenenne-
gentig.

MODEL

UITVOERING VAN ARTIKEL 4 VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 73 VAN 17 NOVEMBER 1999 TOT INSTELLING EN VASTSTELLING VAN DE PROCEDURE VAN TENUITVOERLEGGING EN VAN DE VOORWAARDEN VOOR DE TOEKENNING VAN EEN REGELING VAN AANVULLENDE VERGOEDING VOOR SOMMIGE OUDERE WERKNEMERS DIE WORDEN ONTSLAGEN EN DIE TEWERKGESTELD ZIJN IN EEN BEDRIJFSTAK DIE NIET ONDER EEN OPGERICHT PARITAIR COMITE RESSORTEERT OF WANNEER HET OPGERICHT PARITAIR COMITE NIET WERKT

TOETREDINGSAKTE

Terug te sturen aan de Griffie van de dienst van de Collectieve Arbeidsbetrekkingen van het ministerie van Tewerkstelling en Arbeid

* Identificatie van de onderneming

* Adres
.....

* RSZ-inschrijvingsnummer
.....

* Nummer paritair comité

Ondergetekende,, die de voornoemde onderneming vertegenwoordigt, verklaart toe te treden tot de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 73 van 17 november 1999.